



HAL
open science

Des noms et des représentations

Nikos Kalampaliki

► **To cite this version:**

Nikos Kalampaliki. Des noms et des représentations. Les cahiers Internationaux de Psychologie Sociale, 2002, 53, pp.20-31. halshs-00116252

HAL Id: halshs-00116252

<https://shs.hal.science/halshs-00116252>

Submitted on 24 Nov 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Des noms et des représentations

Kalampalikis Nikos*

1. Un conflit nominal

Le lecteur qui se tient plus au moins informé de l'actualité internationale concernant les conflits latents ou émergents sur le continent européen aura probablement une image de la République de Macédoine, dû notamment aux récentes tensions intercommunautaires qui la façonnent. Néanmoins, peu de lecteurs savent sans doute que son appellation au sein de l'O.N.U. ne coïncide pas exactement avec son nom constitutionnel, faisant de la République de Macédoine une sorte d'exception internationale en matière de dénomination. Pour cause, un conflit nominal qui l'a opposé, et continue à l'opposer jusqu'à ce jour, à son voisin limitrophe, la Grèce. L'extrait d'un communiqué de presse du Secrétariat Général de la Presse et de l'Information grec présenté ci-dessous, résume et donne à voir le coeur de ce problème :

“La Macédoine est une région géographique dans les Balkans qui transcende les frontières internationales de quatre pays balkaniques (Grèce, F.Y.R.O.M., Bulgarie, Albanie). Néanmoins, “Macédoine” est aussi une province en Grèce. En outre, une province (république fédérale socialiste) a été nommée Macédoine dans le cadre de la fédération yougoslave. Le plus important c'est que d'un point de vue historique, le nom “Macédoine” a décrit une région grecque dans l'antiquité, géographiquement identifiée à la province moderne de la Macédoine grecque. Ainsi, il semble clair que si dans cette partie des Balkans un nouvel état indépendant assume arbitrairement le nom Macédoine, il acquerra implicitement tous les droits de représenter désormais la Macédoine dans son ensemble, dans ses dimensions historique et géographique. Toute chose qui dérive ou qui appartient à la Macédoine lui appartiendra comme telle. Ceci inclura l'espace, la culture et surtout l'héritage de tous les peuples qui ont vécu dans cette partie du monde à travers les siècles.”

Secretariat General for Press and Information (1994). *MACEDONIA : More than a difference over a name*. Athens, April, p. 1-5.

L'énigme de cette particularité nominale est à chercher au début des années 90. En ce sens, il nous faudra survoler rapidement les événements qui l'ont marquée. Restons tout d'abord en 1993, quand la République de Macédoine, en tant que nouvel état, fait une entrée originale au concert des pays membres de l'O.N.U., sous un nom “provisoire” et avec un drapeau “neutre” (*Décision 817/7.4.1993*). Raison avancée, son nom et son drapeau provoquaient des réactions vives de la part d'un pays frontalier. En effet, ces réactions étaient suffisamment virulentes pour que le Conseil de Sécurité des Nations Unies prononce cette étrange décision.

En vérité, le contentieux commence deux ans plus tôt, à l'aube de la guerre yougoslave quand, par voie de référendum, l'une des six républiques qui faisait partie de la fédération yougoslave, la

* Laboratoire de Psychologie Sociale, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Paris) (depuis, Maître de conférences en psychologie sociale (GERA), Université Lyon 2) - Nikos.Kalampalikis@univ-lyon2.fr

République Socialiste Yougoslave de Macédoine, décide de son autonomie et de son indépendance sous le nom de “*République de Macédoine*”. Cette réclamation n'est pas passée inaperçue en Grèce, pays frontalier, qui réagit instantanément à cette nouvelle situation sociopolitique qui prend corps à ses frontières¹. Sa réaction consiste au refus opiniâtre de l'appellation de sa république voisine, étant donné que d'une part ce même nom appartient à l'une de ses provinces au nord, de l'autre, il représente de manière emblématique une partie de son propre héritage culturel et historique incarné par la période glorieuse d'Alexandre le Grand. De plus, une propagande hostile et certains articles de la constitution voisine² semblent menacer potentiellement son intégrité territoriale.

La prise en compte de ce différend par ces partenaires européens, se manifeste dans un paragraphe distinct de la décision de la Commission européenne au sujet de la nouvelle situation en ex-Yougoslavie, fin 1991 (17/12/91). Ce paragraphe mentionne que les nouvelles républiques ex-yougoslaves doivent garantir et établir “...des conditions de sécurité et de respect des frontières en évitant des activités de propagande hostile envers un pays communautaire voisin, y compris une appellation supposant des revendications territoriales”³.

Malgré son caractère restrictif, cette décision manquait d'exactitude aux yeux des responsables politiques grecs qui, à un moment de rare unanimité⁴, ont décrété *stricto sensu* ne guère accepter une appellation nationale comprenant le nom *Macédoine*, ou ses dérivés grammaticaux (p. ex. adjectifs). Or, la clause européenne ne faisait aucune allusion à cela.

De plus, la république voisine venait d'adopter un an après son indépendance (11/08/92) un drapeau national décoré de “l'étoile de Vergina”, une étoile à seize branches sur fond rouge, associée d'une part historiquement à la dynastie des anciens macédoniens de l'époque de Philippe II et de son fils, Alexandre le Grand, de l'autre, géographiquement, au lieu de sa découverte, un village près de Thessalonique, capitale de la Macédoine grecque. Les Grecs, trouvaient là, la confirmation de l'usurpation de leur passé historique et culturel. Dès lors, des milliers de gens de

¹Il faut préciser que la notion géographique de “Macédoine”, telle qu'on la connaît de nos jours, a un sens conventionnel qui lui a été attribué par la diplomatie et l'histoire du XIXe siècle (Lory, 1998). Elle correspondait à l'espace géographique de trois provinces (dites “vilayets”) de la Turquie européenne. Sa délimitation en trois parties majeures surviendra à la fin des guerres balkaniques, avec la signature du traité de Bucarest (1913). La plus petite partie (10%) a été attribuée à la Bulgarie, en représailles d'avoir attaqué les frontières grecques et serbes; la plus grande, a été réservée à la Grèce (51%), ensuite venait la Serbie (39%). La République de Macédoine a existé au sein de la fédération yougoslave en tant que “République Socialiste de Macédoine” depuis 1944, sans jamais provoquer de problèmes diplomatiques à la Grèce de par sa non visibilité politique et nominale. L'attitude politique grecque vis-à-vis du problème depuis la fin de la deuxième guerre mondiale a été façonnée par le *leitmotiv* d'un silence institutionnel et diplomatique qui s'apparente au tabou. Fermer les yeux devant une appellation qui ne se prononce pas en dehors de sa fédération a été jugé comme un acte plus diplomatique et sûrement plus anodin.

²“*The Republic cares for the status and rights of those persons belonging to the Macedonian people in neighbouring countries, as well as Macedonian ex-patriates, assists their cultural development and promotes links with them.*” Art. 49-prg. 1 de la Constitution de la Rép. de Macédoine (1991).

³*The Independent*, 04/01/92.

⁴C'était en effet la première rencontre des leaders des partis politiques grecs sous l'égide du Président de la République (18/02 et 13/04/92). Leur décision fut unanime, à l'exception du parti communiste.

tout âge et d'horizons politiques différents (exceptés les militants communistes) soutenus et convoqués par l'union des mairies et communes, manifestèrent dans les rues des grandes villes, arborant le drapeau grec et entonnant l'hymne national. Slogans principaux des participants : “*La Macédoine est grecque*”, “*La Macédoine c'est la Grèce*”, ou encore “*Nous ne voulons pas vendre notre nom*”. Dates, faits historiques et auteurs anciens renaissent de leurs cendres. La figure d'Alexandre le Grand est au coeur d'un passé glorieux revisité *ad nauseam*. Plusieurs collectifs défendant ces positions ont vu le jour, soulignons le manifeste le plus connu d'entre eux présidé par Melina Merkouri déclarant “*notre nom est notre âme...*”.

Cette dénomination, considérée comme un “vol” nominal, historique et culturel a pris une ampleur extraordinaire, tant sur le plan politique et diplomatique, que social et médiatique. Dans la logorrhée impressionnante⁵ des médias grecs, la nouvelle république est remplacée par des mots tels que “*pseudo-état*”, “*entité*”, ou tout court, “*Skopje*”, de par sa capitale, son histoire “*pseudo-histoire*”, ou “*histoire volée et falsifiée*”, ses habitants “*Skopjens*”, ou “*les Tsiganes des Balkans*”. La version grecque du problème “*une, seule et unique vérité*”, les mobilisations populaires “*nouvelle révolution culturelle de la nation*” (*Nea Estia*, 1992). A son tour, le responsable de la commission européenne M. Van der Broek rebaptisé devient “*Van der Turc*” (*Chiclet* 1998, p. 96), cédant ainsi aux rumeurs politico-médiatiques évoquant un complot soutenu par “l'ennemi éternel” de la Grèce, la Turquie (un peu plus tard ce sera les Etats-Unis ou tout court les “Grandes Puissances”). Les déclarations dans la presse ne manquent pas d'imagination : “*Les Français se sont bien disputés pour savoir si Yves Saint Laurent pouvait dénommer “Champagne” un de ses parfums, alors, nous avons bien le droit de protester contre la volonté de Skopje d'usurper le nom de Macédoine*” (*Le Monde*, 25/06/94).

Au même moment, la décision de l'O.N.U., ainsi que le flux de reconnaissances provenant de la part de plusieurs pays européens, amènent le nouveau gouvernement grec à donner une réponse ferme à cette “trahison internationale”. Sans consulter ses partenaires européens, il prend une décision (16/02/94) pour laquelle il sera accusé auprès de la Cour Européenne de Justice par la Commission elle-même : fermeture des frontières, embargo économique total face au pays voisin à l'exception de la nourriture et de l'aide humanitaire⁶. Le gouvernement justifiait ces mesures en faisant appel à la convention de Rome (art. 224) et en évoquant que le comportement du pays voisin constituait une véritable menace de guerre.

Finalement ce n'est que six mois plus tard, dans une ambiance internationale d'ostracisme vis-à-vis de la Grèce et sous la pression du monde intellectuel et économique que le dialogue se renoue aux instances de l'O.N.U.. Les négociations reprennent et, quelques mois plus tard, après quatre ans de disputes, elles se finalisent par un “accord intermédiaire” (13/10/95). Suite à ce dernier, la Grèce reconnaît son pays voisin sous son nom provisoire “*Ancienne République*

⁵Entre décembre 1991 et avril 1993 environ 1900 articles ont été publiés à ce propos, aux seuls tirages des éditions de dimanche. Une étude exhaustive effectuée par des sociologues grecs corrobore nos propos (*Demertzis et al.*, 1999).

⁶Un sondage publié deux jours après indiquait que 66,2% des interviewés étaient en accord avec l'action du gouvernement (*Eleutherotypia*, 18/02/94).

Yougoslave de Macédoine” (“Former Yugoslav Republic of Macedonia”) (F.Y.R.O.M.) et accepte la levée de l'embargo. De son côté, l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine est amenée à changer son drapeau et à réajuster sa constitution de manière à ce qu'elle soit conforme aux règles du droit international et du respect des frontières. De sorte, elle est officiellement acceptée aux Nations Unies, sous le nom provisoire de “F.Y.R.O.M.”, avec un nouveau drapeau. Par ailleurs, les deux pays se sont engagés à trouver une solution définitive au sujet du nom en l'espace de sept ans.

Autre fait notable, la Cour Européenne de Justice rejette définitivement l'appel de la Commission contre la Grèce, quant à la prise de mesures de sécurité, considérant que le commerce de la C.E.E. n'était nullement affecté par l'embargo. Sa décision corroborait ainsi la proposition de l'avocat général de la Cour, M.F.C. Jacobs, qui, quelques mois après sa déposition (29/06/1994) avait proposé le rejet de la plainte⁷. “Il n'appartient pas à la cour, déclarât ce dernier, de statuer sur le fond du différend entre Athènes et Skopje, pas plus qu'elle n'a à déterminer qui a le droit de revendiquer le nom de Macédoine, l'étoile de Vergina ou l'héritage d'Alexandre le Grand.” (*Libération*, 09/04/95).

Depuis 1995 jusqu'à très récemment (*To Vima*, 2000), les discussions diplomatiques entre les deux pays centrées sur le seul différend du nom, n'ont jamais aboutit à un véritable accord mais plutôt à une ambiance de rumeurs et de scepticisme. Plusieurs appellations alternatives ont été proposées⁸, des solutions d'usage “oecuménique” (par tous les pays, la Grèce incluse) ou d'usage strictement “interne” à la Grèce (la thèse de la double appellation), et tout montre jusqu'à aujourd'hui, que le différend au sujet du nom a été renvoyé *ad graecas calendas*.

Dès lors, ce *modus vivendi* a privilégié leurs échanges économiques et, même plus récemment, la guerre au Kosovo les a conduit à une collaboration étroite au niveau de leur politique extérieure. A ce jour, sur la scène politique, diplomatique, médiatique et sociale grecque un silence paradoxal qui s'apparente à l'oubli recouvre ce différend nominal. Dans le discours public et le sens commun, l'appellation retenue pour qualifier la république voisine est “*Skopje*”, et ses habitants “*Skopjens*”⁹.

2. Un conflit de définitions : le nom “Macédoine”

Un autre paradoxe se présente dès l'instant où nous décidons de chercher la - ou les - définition(s) du nom *Macédoine* dans les dictionnaires de trois langues : française, anglaise, et

⁷Mr l'Avocat général F.G. Jacobs a présenté ses conclusions à l'audience de la Cour plénière du 6 avril 1995. Il estimait que la Cour devait : i) rejeter le recours; ii) condamner la Commission aux dépens de la présente instance, y compris ceux relatifs à la procédure en référé (*CEE, Affaire C-120/94*).

⁸Nous en soulignons quelques-unes mentionnées dans la presse grecque: “*Nonvelle Macédoine*”, “*Macédoine du Nord*”, “*Macédoine slave*”, “*Nova Macedonia*”, “*Macédoine-Skopje*”.

⁹Depuis peu, dans une certaine partie de la presse nous voyons apparaître l'appellation officielle de l'ONU “*F.Y.R.O.M.*” (traduite ou comme telle) ou même, “*F.Y.R.O. Macédoine*”.

grecque.

Dans la langue française¹⁰ le mot *Macédoine* apparaît comme nom commun dès le XVIII^e siècle (1740). Il désigne comme toponyme l'empire d'Alexandre le Grand, pays où s'affrontent différents peuples de provenance diverse. Cet aspect de diversité engendre une aventure bien particulière réservée à ce même mot. En l'espace d'un siècle, à côté de sa référence géographique, il acquiert trois nouvelles significations dans des domaines aussi différents que la cuisine, les jeux de cartes et la littérature. Sa connotation culinaire qui apparaît fin XVIII^e siècle, donne un premier sens métaphorique à cette diversité; elle signifiait un “*mets composé de toutes sortes de légumes ou de différents fruits*”, bref une salade. La “*macédoine*” était aussi une suite de partie de cartes dans laquelle chaque joueur, quand il prenait la main, fixait le jeu que l'on devait jouer. Enfin, le même mot désignait un assemblage de différents genres littéraires dans un livre, la “*macédoine littéraire*”. Que ce soit dans le domaine culinaire, le jeu de cartes ou la littérature, le mot *Macédoine* est employé, depuis 1850 en français, au sens figuré, comme un assemblage hétéroclite, par comparaison plaisante avec l'empire d'Alexandre habité par des peuples de diverses origines.

Par effet de contamination, de mode, ou d'emprunt linguistique, nous retrouvons dès 1846, dans la langue anglaise, le même sens donné au mot *Macédoine* comme “*salade*”, en orthographe française. Il est intéressant de noter, que l'adjectif (*macedonian*) qualifie aussi bien les habitants de la Macédoine antique et la langue des Macédoniens de l'antiquité, que les natifs de la région et la langue slave du “peuple macédonien”. Aujourd'hui, le nom *Macédoine* que cela soit en anglais ou en français, a quatre principales références historico-géographiques : (i) le royaume antique de la Macédoine, (ii) une région géographique large au sein des Balkans, (iii) le département géographique de la Macédoine de la Grèce du Nord, et (iv) le pays indépendant de la République de Macédoine.

Dans un dictionnaire de grec moderne récemment publié (*Babiniotis, 1998*), ce même nom garde à la fois les trois des quatre références précédentes (royaume, région, département). Par la suite, une quatrième définition, qui se détache des autres, apparaît pour le lecteur. Elle est qualifiée d'usage mauvais, “abusif”, par les auteurs du dictionnaire, qui postulent son existence, sans forcément supposer son usage en grec : “(*par abus*) F.Y.R.O.M. : *par cette appellation, une notion géographique est devenue, par excès, nationale*” (1998, p. 1043). D'emblée dans le grec moderne, cette quatrième référence au nom *Macédoine* semble non seulement “différente” de celles qui existent dans l'usage courant du terme par ses locuteurs, mais elle est mise en retrait comme si elle équivalait à une nouveauté prenant l'allure d'un néologisme abusif. Quelques pages plus loin dans le même dictionnaire, au mot “*Skopje*” cette fois, nous trouvons deux définitions : l'une, “*ville de l'ex-Yougoslavie, capitale de F.Y.R.O.M.*”, l'autre, réservé, comme une sorte d'idiolecte aux seuls Grecs : “(*selon le côté grec*) (Skopje est) *ce même pays, dont la capitale est Skopje*”. Le même sort tautologique est réservé à l'adjectif “*Skopjien(ne)*” : “*l'originnaire de la ville de Skopje, ou plus*

¹⁰Le lecteur trouvera une liste des dictionnaires consultés en fin d'article.

généralement de F.Y.R.O.M.” (1998, p. 1630).

3. Nommer, se référer : dénomination et référence

Ces différentes acceptions, définitions et origines historiques du mot *Macédoine* telles qu'on les retrouve dans les dictionnaires, témoignent d'une multitude de significations à partir d'un même nom. Le rôle capital des noms propres dans l'élaboration collective d'une réalité commune a été souligné par plusieurs auteurs dans les sciences humaines. Mis à part les travaux des ethnologues et des anthropologues (*Tylor, 1871; Lévi-Strauss, 1962*), plus récemment, ce sont principalement les travaux théoriques innovants des sociolinguistes (*Kripke, 1982; Chomsky, 1985*) et des philosophes de l'esprit (*Putnam, 1990; Searle, 1958*) autour de la référence, le langage, et la signification qui ont mis en lumière une partie du mystère de la dénomination et ouvert de nouvelles pistes d'investigation en faisant rupture avec le schéma aristotélien de la signification et de la référence.

Selon le schéma classique du Stagirite (*De l'Interprétation*) la compréhension d'un mot s'accompagne et se conditionne par son association à un concept. Mot et concept forment une tautologie associée au monde. La rupture de ce schéma a présupposé un changement de perspective et une relativisation du lien unique qui relie mot et concept. En effet, un mot peut potentiellement avoir plusieurs référents dont la connaissance exhaustive n'est guère indispensable pour la communication entre des interlocuteurs du même groupe culturel. L'environnement culturel joue un rôle capital dans la détermination de ce que désignent les mots d'un locuteur ou d'une communauté. “*Nous ne pouvons pas individuer des concepts et des croyances sans faire référence à l'environnement. Les significations ne sont pas dans la tête*” (*Putnam 1990, p. 128*).

L'unique et immense convenance pragmatique des noms propres dans notre langage concerne précisément le fait qu'ils nous permettent de nous référer publiquement à des objets, sans être obligés de susciter des questions et de se mettre d'accord sur les caractéristiques exactes qui constituent l'identité de l'objet. Selon Searle, “*ils fonctionnent non pas comme des descriptions, mais comme des chevilles où l'on accroche des descriptions*” (*1958, p. 173*). Un nom propre peut acquérir un “usage descriptif rigide” sans avoir la forme verbale d'une description : Dieu est juste, omnipotent, omniscient, etc., *par définition* pour des croyants.

Le processus de dénomination est associé au système langagier, à l'environnement et à la culture des groupes sociaux. De la sorte, il obéit aux règles de la grammaire, aussi bien qu'aux conditions sociales, historiques et idéologiques de sa production. Kripke (*1982*), souligne qu'en réalité ce que nous associons à un nom est un message multiple, plus exactement une famille de descriptions et de références venant du fait que les locuteurs font partie d'une communauté qui utilise ce même nom. Ce dernier leur a été transmis grâce à une tradition culturelle et véhicule des significations d'une certaine valeur pour le groupe qui l'emploie. Nommer revient à conférer et à

Des noms et des représentations

partager socialement des significations concernant un objet donné (réel ou idéal) dans un contexte socioculturel et historique particulier.

L'acte de dénomination ressemble à un baptême social, pour paraphraser l'expression de Kripke (1982, p. 84), au sens où l'objet nommé est doté d'une identité (ou même de plusieurs), produit d'une élaboration collective, qui lui permet de devenir compréhensible, reconnaissable et communicable, vecteur représentationnel au sein d'une collectivité. La référence est fatalement et pleinement un phénomène social. Derrière les noms se cachent des significations, des usages spécifiques et des conditions sociales. Kripke (1982, p. 87), approfondie cette idée en affirmant que ces significations peuvent avoir un "lien identitaire varié" avec leur objet de référence. Un lien qui peut prendre la forme d'une vérité plus au moins résistante dans le temps et qui entretient avec le référant une relation de nécessité (vérité nécessaire) ou une relation irréfutable (vérité aprioristique). On peut supposer qu'un mot, notamment un nom propre, qui a la qualité d'une dénomination identitaire (donc d'une signification individuelle et/ou collective), comme le nom d'un groupe national, peut avoir des qualités de vérité irréfutable pour ses membres.

Vuillemin insiste sur le rôle des conventions, des traditions et des croyances collectives dans le processus d'énonciation, de désignation et de la fixité des valeurs de vérité d'un nom. Selon lui, les noms propres ne sont rien d'autre que des indicateurs rendus fixes par une convention spéciale de la société. La relation de représentation entre le nom et les conditions sociales de sa genèse s'apparente dans ce que ce dernier dévoile de "(...) *la portion du monde sensible dont l'énonciation fait partie et spécialement les locuteurs qui participent à la communication*" (1980, p. 263).

4. Nommer, ancrer : dénomination et représentations sociales

Dans son ouvrage majeur *La pensée sauvage* (1962), Lévi-Strauss associe étroitement le processus de nommer à celui de classifier, il laisse même sous-entendre que nommer n'est que classifier, "*qu'on ne nomme jamais*" : "*Dans un cas, le nom est une marque d'identification, qui confirme, par application d'une règle, l'appartenance de l'individu qu'on nomme à une classe préordonnée (...); dans l'autre cas, le nom est une libre création de l'individu qui nomme, un état transitoire de sa propre subjectivité. Mais peut-on dire que, dans l'un ou dans l'autre cas, on nomme véritablement? Le choix semble-t-il, n'est qu'entre identifier l'autre en l'assignant à une classe, ou, sous couvert de lui donner un nom, de s'identifier soi-même à travers lui. On ne nomme donc jamais : on classe l'autre si le nom qu'on lui donne est fonction des caractères qu'il a, ou on se classe soi-même si, en se croyant dispensé de suivre une règle, on nomme l'autre "librement" : c'est-à-dire en fonctions des caractères qu'on a. Et, le plus souvent, on fait les deux choses à la fois.*" (Lévi-Strauss 1962, p. 218-219).

Selon la nature passive ou active, normative ou créative, de l'acte de nommer Lévi-Strauss identifie deux cas de dénomination inéluctablement liés à l'identification, la différenciation et la classification, aux frontières de l'individuel et du collectif, par le biais d'un raisonnement que les théories psychosociologiques de la catégorisation et de l'identité sociales peuvent et doivent

prendre sérieusement en compte.

Ce n'est donc pas un hasard conceptuel, si en psychologie sociale, dans le cadre de la théorie des représentations sociales, le processus de dénomination a été directement associé à celui de l'ancrage (Moscovici 1984, 1999, 2000; Philogene, 1999). Ancrer un nom dans une ou plusieurs catégories sociales, c'est se familiariser avec, c'est lui permettre d'exprimer son contenu à l'aide du sens commun et à travers son incorporation dans un réseau de significations déjà établi par des systèmes de catégorisations antérieures. Grâce à son alliance, sa mise en rapport avec ce réseau, ce nouvel élément devient reconnaissable, imaginable et fonctionnel, en un mot représentable, objet social et médiateur d'interprétations au sein d'un groupe social. Se familiariser avec un objet, une idée ou une personne revient à lui conférer un sens et une existence à travers sa dénomination et sa classification dans un système de catégories sociales. Au contraire, "(...)une chose non-classifiée et non-nommée est étrangère, inexistante et en même temps menaçante" (Moscovici 1984, p. 30).

Moscovici fait une nette distinction entre nommer et étiqueter par analogie à celle qui existe entre représentation et stéréotype. Le processus de dénomination obéit à une logique sociale et prend corps en société. Les noms créent des réalités symboliques et sous-tendent, font naître - ou renaître - des représentations sociales. Au contraire, étiqueter un objet, une personne ou un groupe social serait une opération sociocognitive sensiblement plus proche de celle de l'émergence du stéréotype ou du préjugé, dans la mesure où les traits qui la constitue obéissent à une convention superficielle et parfois éphémère, une imposition de sens prisonnière de sa nature arbitraire et illusoire (1999, p. 86-88).

La tendance nominaliste corrobore également tout un vocabulaire social de nature identitaire. Prenons l'exemple des noms de nations. Toute la symbolique qui accompagne, concrétise et matérialise l'idée nationale aux yeux de ses membres et au sein des institutions (p. ex. noms, drapeaux, emblèmes, leaders) est incorporé à une vaste structure de représentations, cognitions et systèmes de valeurs (Tajfel, 1969). L'idée nationale elle-même est le résultat d'une diffusion culturelle de significations symboliques. Chaque nation possède un nom, marquage identitaire individuel et collectif pour ses membres, signe de reconnaissance et de différenciation vis-à-vis des autres.

Le premier souci d'une nation naissante n'est pas d'exister *de facto* mais d'être reconnue avec ses qualités spécifiques par ses semblables (Moscovici, 1979). Obtenir la reconnaissance et la visibilité sociale de la part des autres, équivaut à distinguer, identifier, faire connaître son existence et sa différence, au sein d'une société de nations. Nous pouvons supposer que le choix d'un nom par une communauté nationale *in statu nascenti* peut signifier le besoin de désigner ou d'affirmer une nouvelle identité, parfois même un nouvel espace-temps. Clarifier le sens du nouveau et de l'ancien dans ce cas précis est une tâche difficile. Depuis la chute des régimes communistes et la scission de l'URSS et de la Yougoslavie, plusieurs entités politiques nouvelles ont vu le jour dans le continent européen. Leurs noms existaient déjà, souvent depuis des siècles, sans toutefois

correspondre forcément à une organisation politique autonome, à un statut d'état¹¹. Des ruptures sociopolitiques profondes ont conduit ces nouvelles entités à une ère nouvelle. D'une ancienne généalogie de peuples nous sommes passés à une nouvelle taxinomie d'états.

L'apparition de ces nouvelles formations politiques a également bouleversé le paysage nominal existant jusqu'à lors. Une dénomination à plusieurs adjectifs (p. ex. macédoniens-yougoslaves, ukrainiens-russes, tchécoslovaques) a été succédée par une autre, plus courte, qui faisait rupture avec le passé. Les affinités linguistiques du passé sont devenues des charges affectives explosives¹² dans le présent. Parler aujourd'hui au nom "de tous les soviétiques"¹³ reviendrait à une idéologie passéiste, une nostalgie incurable ou un nationalisme latent. Finalement, tracer des frontières entre de nouvelles nations amène à dessiner des barrières entre des noms. La définition d'une nouvelle géographie des peuples influence aussi la géométrie des noms.

5. Quelques résultats qualitatifs concernant la question du nom

Depuis 1997, nous nous intéressons particulièrement à la lecture de l'affaire sous l'angle théorique des représentations et de la mémoire sociales. Notre méthodologie combine des outils psychosociologiques qualitatifs, tels que des entretiens individuels, des focus groups, des associations verbales, des échelles d'attitudes, des analyses de la presse et de manuels d'histoire. Les résultats de ces techniques éclairent, chacun à leur manière, les dimensions multiples - identitaire, mnémotique, représentationnelle, nominale - de cette affaire. Dans le cadre du présent article, faute de place, nous nous focaliserons sur deux types de résultats. Le premier, issu d'entretiens collectifs, mettra en évidence l'enjeu nominal de l'affaire, par le biais du discours interactif de nos interviewés. Le second, issu d'entretiens individuels, montrera les épiphénomènes de cette situation nominale en termes de représentations, de classification et d'ancrage.

La population ciblée est constituée de jeunes grecs. Elle a été sélectionnée en fonction de l'âge des sujets (âge médian 24 ans) et de leur lieu de naissance et d'habitation, afin de mettre en jeu les facteurs de l'origine et de l'âge dans la perception et la représentation de cette affaire. Cinquante entretiens individuels et dix entretiens collectifs (*de cinq personnes*) ont été menés entre 1997 et 1999 sur le terrain, par moitié avec des grecs/non macédoniens vivant à Athènes, de l'autre avec des

¹¹L'effet inverse de "fusion" a été également observé dans le cas de la réunification allemande.

¹²Dans son analyse du rôle du langage dans la propagande, Moscovici remarque que dans ce contexte spécifique, le langage affectif prend le pas sur le contexte cognitif devenant ainsi essentiel. Les "charges affectives" de deux mots auparavant fort éloignés (p. ex. mythe et psychanalyse) qui se trouvent rapprochés dans une même proposition et dans une même intention produisent un effet sémantique "explosif" (1961, p. 621-622).

¹³Le cas soviétique est une exception en soi, car l'URSS fait figure du seul état dans l'histoire qui s'est autoproclamé sans aucune référence à une ethnie ou à un lieu. Son nom n'avait qu'une signification politique et constitutionnelle, complètement effacée par la suite quand la Russie a vu le jour comme état autonome (Tsonkalas 1999, p. 193).

grecs d'origine macédonienne vivant à Thessalonique.

5.1 Procédure de réalisation des focus groups

Sur la base des entretiens individuels déjà effectués, ainsi que sur le matériel empirique préalablement analysé pendant la phase exploratoire de notre recherche, nous avons élaboré un guide d'entretien, construit sur la base de quatre supports. Nous avons proposé aux sujets : (a) l'extrait d'un manuel sur l'histoire de la Macédoine portant sur le problème du nom (distribué par le Ministère de l'Education Nationale en 1992 dans tous les établissements d'enseignement primaire et secondaire à l'issue de l'affaire macédonienne), (b) les résultats d'un sondage national sur l'affaire paru dans la presse grecque, (c) les résultats d'une étude sociologique d'analyse d'un nombre important d'articles de la presse grecque portant sur l'affaire, et (d) un article de presse sur les attitudes des députés grecs vis-à-vis du problème nominal. Ces quatre stimuli nous ont servi de moyens et de supports pour structurer, provoquer, stimuler et conduire les discussions collectives.

Notre rôle était dans un premier temps d'expliquer les "règles du jeu" et d'essayer d'être le moins directif possible. Nos interventions au cours de la discussion étaient limitées, elles avaient lieu à la fois pour clarifier certains arguments, mais surtout pour introduire chaque nouvelle thématique de discussion. Notre attitude tentait d'être la plus neutre possible, compréhensive, sans approbations ni commentaires.

L'utilisation de ces supports nous a paru nécessaire pour deux raisons. Tout d'abord, ils nous permettaient de créer les conditions "naturelles" d'une conversation quasi-quotidienne autour d'un thème, de rythmer son déroulement et de motiver à chaque fois l'intérêt des participants tout en restant focalisés sur le même thème fédérateur, l'affaire macédonienne. Ensuite, ils servaient de prétextes suffisants pour engager la discussion, tout en offrant un certain nombre d'informations autour de l'affaire à partir desquels les participants pourraient ensuite élaborer leurs propres argumentations. De plus, ces mêmes stimuli servaient de supports-cadre à une réminiscence minimale de l'affaire, à partir de laquelle les sujets allaient chercher à évoquer leurs propres souvenirs. L'extrait du manuel d'histoire présenté ci-dessus, pouvait nous permettre d'inciter des prises de position relatives à l'appel à l'histoire et à son rôle dans la justification du refus, ainsi qu'à un premier niveau d'évocation du passé relativement récent de l'affaire. Il a été choisit car il résume de manière exemplaire, l'argument officiel de l'époque autour du problème du nom, qui, rappelons-le, reste encore aujourd'hui insoluble :

"La reconnaissance d'un Etat sous un nom concret donne le droit aux citoyens de cet Etat, et seulement à eux, de se désigner avec ce nom. Si, alors, il va être permis aux Skopjiens de désigner leur pays comme Macédoine et de se désigner eux-mêmes comme Macédoniens, nous, les Macédoniens Grecs, nous nous privons de l'usage d'un élément de définition seconde (à côté de "Grèce-Grecs"), qui certainement, nous associe à l'histoire de la Macédoine qui est d'autant plus l'histoire de l'Hellénisme." (*Ministère de l'Education Nationale et des Religions, 1992*).

Après lecture, nous demandions aux interviewés leur sentiment face à cet extrait, les idées qu'il exprimait, ainsi que leur propre point de vue sur la question du nom. A l'exception d'une discussion collective à Athènes pendant laquelle les idées de l'extrait ont été critiquées, le ton général des discussions était hautement consensuel, indépendamment de l'origine des participants. L'extrait induit explicitement trois thèmes majeurs : le nom, l'identité, et l'histoire, repris par les sujets dans la discussion qui suit immédiatement après la lecture. Leur traitement conduit à un développement supplémentaire, mais aussi à l'introduction de nouvelles thématiques liées soit aux trois précédentes, soit à la période intermédiaire écoulée depuis la publication du manuel, soit à l'actualité nationale et internationale du moment, soit, enfin, à leur propre vécu. Nous allons présenter par la suite une partie des résultats des focus groups issus de la discussion de cette première thématique. Pour des raisons d'économie de l'exposé, nous illustrerons nos analyses et interprétations à partir d'extraits d'entretiens représentatifs.

5.2 Le Nom : principes d'utilisation

D'entrée de jeu, les sujets essayent implicitement dans leur discours d'établir une sorte de charte d'utilisation du nom *Macédoine*, qui tient lieu de déontologie d'usage. Ils évoquent une série de principes-droits qui jaillissent ou qui doivent jaillir de cette charte hypothétique :

FC4 -A¹⁴

Xr. Personnellement je ne suis pas d'accord. Car, quand tu as un nom il faut que tu décides toi-même de le donner à quelqu'un d'autre pour l'utiliser. Il ne peut pas prendre l'initiative tout seul et dire que moi je m'appelle ainsi et non pas toi. C'est dire que l'exclusivité en la matière ce sont les propriétaires du nom qui l'ont.

FC2-A

G. Nous sommes tous d'accord avec le texte, mais je crois qu'il faut prendre en compte les raisons pour lesquelles cette affaire a eu lieu. Premièrement le nom Macédoine est grec dans son essence depuis Alexandre le Grand et même d'un point de vue étymologique depuis qu'un Etat macédonien a existé. Si je ne me trompe pas, la Macédoine était un Etat à côté de l'Etat grec pendant l'antiquité. Maintenant, comment la fusion a été faite, je pense, à travers des guerres, querelles, 2000-3000 ans, 2-3 empires, romain, byzantin, les Huns sont descendus après etc. etc.. Mais le nom Macédoine est grec, grecissime, et je crois que ça signifie l'homme haut, car c'était une tribu grande, ils avaient des grands corps. Enfin bon, la notion est grecque, et nous nous sommes des descendants des Doriens et donc les Macédoniens doivent l'être aussi, et rien n'existe qui puisse annuler cela.

FC3-T

X. Moi aussi je suis d'accord car cet extrait présente extrêmement bien les choses. C'est-à-dire, s'ils vont utiliser ce nom, en ce moment nous, qui sommes-nous ? Je suis tout à fait d'accord. Il y a justement cette question qui se pose, à savoir notre propre existence, notre histoire, tout est remis en cause.

S. S'ils vont adopter le nom Macédoine, automatiquement, l'adjectif Macédoniens cesse de nous appartenir ...

X. Essentiellement nous devenons une et même chose, avec eux quoi, nous serons la même chose.

S. C'est exactement ce que je voulais dire.

X. C'est-à-dire, eux-Macédoniens, nous-Macédoniens.

FC5-T

D. Moi je crois que quelque part avec de telles revendications nous risquons de perdre notre véritable identité nationale, en tant que Grecs. Nous ne pourrons plus distinguer si nous, nous sommes les Macédoniens ou pas, si ce

¹⁴Codification FC : *focus group*, n° de focus group, A : *Athènes*, T : *Thessalonique*.

sont les étrangers; qui sont vraiment les Macédoniens, quelle est vraiment la Macédoine, surtout quand ce nom est utilisé par les Skopjiens et par nous-mêmes. Il y aura une confusion entre les deux.

Nous avons distingué trois principes majeurs qui façonnent le discours des sujets. Premièrement, le droit à l'*exclusivité* du nom que seul son propriétaire possède. Deuxième principe, celui de la *primauté* en la matière du nom qui se traduit par une archéologie de l'appartenance. La primauté se mélange avec l'étymologie grammaticale, mais aussi l'origine ethnique. Enfin, le troisième principe évoqué est celui de la *consubstantialité*, à savoir le lien inséparable qui façonne le couple Grèce-Macédoine. Le non respect (ou même la violation) de ce principe, de cette tautologie entre Grèce et Macédoine, risque de confondre, de rendre semblables les deux peuples. D'où une interrogation de nature existentielle qui prend l'allure d'une peur de confusion identitaire, notamment sentie dans les discussions avec les Macédoniens-grecs.

Il est certain que l'extrait proposé pose déjà la base d'un développement de la thématique du nom, d'autant plus que la discussion commence par un consensus sur le problème. Mais, parallèlement, et malgré cet accord collectif de principe sur le nom, l'extrait semble insuffisant aux yeux de certains participants, notamment pour trois raisons. Premièrement, en raison de sa forme réduite qui les prive d'un développement conséquent des idées contenues en deux seules phrases. Deuxièmement, de par son contenu qui ne leur semble pas très clair, ambigu, partiel, sans véritable sens, ou même froid, a-personnel, sans sentiments. Une partie des références subjectives du nom leur semble occultée. A cause de ces insuffisances, ils développent un discours qui, selon eux, éclaire mieux les significations qui se cachent derrière le nom. Au-delà des premières significations du nom comme tel, ils font notamment appel à l'histoire, élément différentiateur majeur entre les deux peuples, et surtout à sa valeur. Cette dernière prend une allure de vécu collectif, de mémoire des luttes qui ont permis la conquête des droits exclusifs du nom *Macédoine*.

FC2-T

X. Moi en tout cas je suis d'accord. Le nom Macédoine c'est quelque chose qui appartient exclusivement aux Grecs et même si le nom avait été donné à un autre peuple il n'aurait jamais le même contenu qu'il a pour nous. Nous, nous sommes liés au nom Macédoine, nous avons vécu des choses, nous avons toute une histoire. Les Skopjiens ou n'importe quel peuple ne peuvent pas l'utiliser et avoir pour eux les mêmes significations qu'il a pour nous. Même si finalement ils l'utilisent, pour nous c'est quelque chose de bien particulier, tandis que pour eux...Pour eux c'est seulement un mot qu'ils ont choisi dans les dictionnaires et qu'ils veulent utiliser. Il n'a pas la valeur historique ou politique qu'il a pour nous.

P. Moi ça m'étonne le fait que les Skopjiens aient pensé au nom Macédoine. Ils les ont tant fanatisés sur ce nom en disant bon tu vis dans ce lieu tu as toi aussi le droit de t'appeler ainsi. Ils n'ont guère vécu ce que nous avons vécu, mais ils le soutiennent.

Troisième raison, à cause de la réalité actuelle qui semble incompatible avec l'extrait. Désormais, la question du nom ne peut pas se poser dans les mêmes termes qu'en 1992, à partir du moment où d'une part, le nom appartient - même partiellement - à la République de Macédoine dans son appellation officielle (F.Y.R.O.M.), et où d'autre part, la majorité des pays extérieurs à la Grèce ont reconnu cet état comme République de Macédoine *tout court*. Soulignons au passage le manque

Nikos Kalampalikis

Des noms et des représentations

d'informations précises sur la statut nominal actuel de la République de Macédoine, illustré par le fait que souvent dans les entretiens, tant collectifs qu'individuels, certains sujets ignorent comment ce pays s'appelle aujourd'hui.

FC4-T

M. Moi ça me brouille un peu, là où il dit que si il était permis aux Skopjiens d'appeler leur pays Macédoine et de s'appeler eux-mêmes Macédoniens, nous serions privés du droit de nous appeler Macédoniens. Moi en fait je crois l'inverse. Le problème de la privation se pose pour les Skopjiens et non pas pour nous. Nous, de toute façon nous sommes Macédoniens.

X. Mais aux infos et partout les autres pays les appellent Macédoine, n'est-ce pas ?

A. Oui, Macédoine.

M. Même au journal télévisé parfois, les journalistes Grecs, et c'est très énervant.

A. Tout le monde les appelle Macédoine. Nous sommes les seuls à continuer à dire Ancienne République...

E. Moi j'ai la rage en tout cas. C'est comme si on avait quelque chose entre les mains et qu'ils nous le prenaient.

Cette base thématique, sert de prétexte à l'élaboration d'un discours portant sur l'identité nationale sous une pluralité d'approches. L'interrogation principale des sujets peut se résumer ainsi : *“Comment peut-on se priver d'un élément qui nous définit comme tels, par un peuple qui n'a rien à voir avec ce même élément ?”*

FC1-A

B. Comment ce pays peut-il faire sienne la Macédoine à partir du moment où ils parlent une langue complètement différente de la nôtre ?

A. Eh ben, c'est là leur problème (*rires*).

B. Non, car à partir du moment où ils disent *“nous sommes la Macédoine”*, n'est-ce pas, nous nous attendons à ce qu'ils aient la même identité que nous, et quand je dis identité, je parle de langue, histoire...

S. Us et coutumes.

B. Oui, religion, n'est-ce pas ? Ils ne peuvent pas soudainement dire que nous sommes la Macédoine, quand eux-mêmes sont des Slaves. Il ne faut pas oublier que les Macédoniens-Macédoniens étaient des Doriens et c'était une tribu comme les Ioniens.

A. Oui, mais tu sais ils disent que nos alphabets se ressemblent.

B. Oui, mais ça veut rien dire puisque même l'alphabet d'Angleterre ressemble au nôtre et celui de l'Amérique également.

A. Oui, bon, si tu veux.

S. Oh ça ne ressemble pas.

B. Oui, mais alpha c'est alpha et bêta c'est bêta.

Le partage nominal est senti sous forme de privation, d'infériorisation. Le discours se centre ainsi sur l'effort de montrer les différences qui existent entre les deux peuples, nations, histoires, à travers la référence aux critères de définition d'une nation qui, selon les locuteurs, éclairent et “prouvent” cette altérité : langue et alphabet, histoire et origine ethnique, religion, us et coutumes.

5.3 L'effet de la dénomination sur la classification et l'ancrage

Une partie du guide¹⁵ des entretiens semi-directifs était consacrée à la perception et la

¹⁵Le guide des entretiens individuels semi-directifs a été structuré essentiellement autour de trois dimensions temporelles : le passé (de l'affaire, du sujet, du groupe), le présent (de l'opinion individuelle, de l'affaire), et l'avenir proche du problème nominal.

dénomination de la population et du pays voisin dans le présent. Etant donné que la totalité de nos interviewés nommaient dans leur discours la République de Macédoine “*Skopje*”, et ses habitants “*Skopjiens*”, expressions parfaitement légitimes dans le discours social en Grèce, la question de la dénomination actuelle dans le langage courant semblait superflue. Au contraire, notre attention s’est focalisée sur le ou les noms souhaités par nos interviewés pour nommer cette république, autrement dit, sur l’appellation qu’ils préféreraient eux-mêmes. Plusieurs sujets ont donné deux ou trois appellations différentes, d’autres une seule, presque toutes excluaient la présence du mot Macédoine sous une forme grammaticale ou sous une autre dans les noms proposés.

Nous présentons ci-dessous sous la forme d’un tableau les réponses des sujets, selon ordre de préférence :

Nom souhaité	Total (%)	Thes. (%)	Ath. (%)
Skopje	53	61	45
Quelconque sans le terme Macédoine	35	38	32
F.Y.R.O.M.	11	0	22
t	100%		

Le nom actuel de la République de Macédoine au sein du discours public et du sens commun grecs, à savoir “*Skopje*”, réunit la majorité des suffrages de nos sujets (53%), notamment chez ceux, qui sont originaires de la Macédoine grecque (61%). Ensuite, 35% de nos sujets, souhaitent un nom “*quelconque*” qui n’inclura pas le terme Macédoine sous une forme grammaticale ou sous une autre. Enfin, seul 11% des interviewés, composé exclusivement d’athéniens, déclare préférer l’actuel nom provisoire de la République de Macédoine, sous la forme du sigle F.Y.R.O.M., cachant le mot qui fâche et évitant sa prononciation.

Sur la base de ces résultats, et en additionnant les deux premières préférences nominales, nous observons, une fois de plus, l’expression largement majoritaire (88%) de la volonté de nommer la république voisine avec un nom qui n’inclura pas le terme *Macédoine*. De plus, force est de constater l’absence d’une appellation, autre que celle artificielle de sa capitale, qui conviendrait plus que cela aux interviewés. Le discours recueilli confirme de cette manière la décision unanime des leaders politiques grecs, qui - rappelons le nous - sous l’égide du Président de la République, s’étaient réunis à deux reprises en 1992, et avaient décrété de ne guère accepter une appellation comprenant une quelconque forme du nom *Macédoine*. Il faudra pourtant nuancer le caractère absolu de cette affirmation étant donné que sur l’ensemble de notre population le pourcentage, quoique faible, de l’échantillon en provenance d’Athènes s’est prononcé pour l’appellation provisoire actuelle.

Pour revenir sur le rapport de la dénomination à la classification, et à la différenciation, revenons brièvement sur un aspect de la langue et de sa traduction qui n’est pas anodin pour notre propos. Il s’agit de la phonétique des noms. Car cet imbroglio nominal a ceci de particulier,

Des noms et des représentations

et d'intéressant d'un point de vue identitaire, c'est-à-dire une visibilité phonétique tout à fait spécifique. En effet, la traduction du mot *Macédoine*, commune et relativement homophone dans différents contextes linguistiques (p. ex. en grec *Ἑλλάς* ; en anglais *Macedonia*, en français *Macédoine*) constitue une réserve supplémentaire quant à son partage avec un autre groupe national. Laissons un sujet nous expliquer :

H1/A¹⁶

“Mais tu sais, le problème c'est que la Grèce, enfin je veux dire, le mot *Ἑλλάς* [*Hellas*], tu l'entends et tu le lis dans la presse étrangère comme *Greece*. Tandis que le mot *Ἑλλάς* tu l'entends comme tel : *Macedonia* [*prononcé en anglais*]. Voilà le problème. Tu entends le mot exactement comme tel qu'il est.”

D'après Lévi-Strauss, malgré le principe saussurien que rien a priori ne prédestine certains groupes de sons à désigner certains objets, “*il n'en semble pas moins probable qu'une fois adoptés, ces groupes de sons affectent de nuances particulières le contenu sémantique qui leur est devenu lié*” (1958, p. 106). Dans notre cas, le symbolisme phonétique du nom, traduit une attraction sémantique qui, étant profondément identitaire, est rejeté dans son éventuelle application à un groupe qui ne remplit pas les conditions nécessaires (origine, langue, histoire). Si nous revenons aux théories des sociolinguistes autour de la dénomination et de la référence que nous avons évoqué, on serait tenté de dire qu'à cause de cet effet d'homophonie, les univers de significations du nom restent quelque part “accrochés” à lui dans sa traduction en d'autres langues. Cette homophonie linguistique, devenant crainte collective d'homologie identitaire, crée un “effet sémantique explosif” (Moscovici, 1961), qui, de plus, perturbe les schèmes de classification habituels et familiers, et devient difficile ou interdit à penser et à prononcer : une sorte de “tabou”.

H2/A

R. Dans une conversation, je les appellerais Skopjiens. Ni Macédoniens, ni Slavo-Macédoniens, ni Néo-macédoniens, de manière générale, la notion Macédoine ou un produit de ce mot ne me viendrait pas spontanément à l'esprit. Je les appellerais Skopjiens. Ça ne me dérangerait pas sur la carte géographique, Grèce, Albanie, Macédoine, mais je ne pourrais pas les appeler Macédoniens. ...Skopjiens... Je découvre un paradoxe en moi aujourd'hui, j'accepte la Macédoine, mais non pas les Macédoniens ... Oui ... Il y a la Macédoine, mais à l'intérieur de celle-là il y a les Skopjiens.

Q. Donc, si je comprends bien, pour toi il y a la Macédoine, et à l'intérieur il y a les Skopjiens.

R. Oui. Il y a la Grèce et les Grecs, la Macédoine et les Skopjiens. Je vois la Macédoine exclusivement géographiquement. Mais, je ne sais pas si on peut parler de Macédoine grecque et de Macédoine skopjienne. Quand je pense à la Macédoine, c'est la carte de la Grèce qui me vient à l'esprit. Ça paraît bizarre, mais c'est comme ça.”

La lecture de cet extrait illustre le conflit cognitif provoqué par la perturbation d'un schème de classification familial, d'une catégorie culturelle, investie par des significations identitaires. Une fois le nom souhaité prononcé, on demandait aux sujets d'attribuer, sur la base de cette affirmation, une nationalité à ces habitants. Le plus souvent, cette question provoquait l'étonnement et, parfois, l'embarras des interviewés. Elle leur demandait quelques secondes de réflexion, comme face à une question à laquelle vous n'avez jamais songé et qui tout d'un coup

¹⁶Codification H : *homme*, F : *femme*, n° d'entretien, A : *Athènes*, T : *Thessalonique*.

vous paraît importante. Ce n'est guère pour mettre en valeur notre question que nous affirmons cela, mais pour montrer, et refléter dans la mesure du possible, la surprise des sujets face à une question à laquelle ils se sont habitués à répondre exclusivement par la négative (*non Grecs*), ou par la tautologie du déni (*Grecs = Macédoniens*).

H1/T

“A vrai dire, je n'ai jamais pensé à un nom pour les Skopjiens, ça ne m'a jamais effleuré l'esprit”.

F4/A

“Vraiment, j'ai honte de le dire, mais...je ne sais pas ce qu'ils sont. Je les considère comme Skopjiens, sans nationalité, ils viennent de Skopje. Sans rien de particulier”.

H16/A

“Il m'est impossible de les définir. En tout cas, pas nous”.

F12/T

“Je ne sais pas comment, mais en tout cas, non Grecs”.

D'après Aristote, dans les définitions, “*c'est surtout d'une question d'identité ou de différence dont on s'occupe*” (*Les Topiques, 15-102*). Nos sujets, remplissent la moitié de cette condition, plus précisément la seconde moitié, car ils se sont habitués à définir l'altérité à partir de ces différences avec leur mêmeté, à définir “l'autre” sur la base de ce qu'il n'est pas, à savoir “eux-mêmes”, et non pas sur ce qu'il est dans son essence. Nos résultats vérifient ainsi la maxime de Tajfel, selon laquelle : “*nous sommes ce que nous sommes parce qu'ils ne sont pas ce que nous sommes*” (1979, p. 183).

Toutefois, certains d'entre eux, ont finalement donné une ou même plusieurs réponses, on serait tenté de dire des hypothèses vérifiées, fort intéressantes quant à l'appartenance nationale de leurs voisins, regroupées dans le tableau ci-dessous sous forme de pourcentage pour l'ensemble de notre population et pour chaque échantillon pris séparément :

	Nationalité	Total (%)	Thes. (%)	Ath. (%)
1.	Je ne sais pas	22	20	24
2.	Yougoslaves	20	31	9
3.	Skopjiens	14	14	12
4.	Non-Grecs	11	10	12
5.	Hommes	11	10	12
6.	Albanais	5.5	3	8
7.	Slaves	5.5	3	8
8.	Bulgares	5	6	4
9.	Slavomacédoniens	3.5	3	4
10.	Macédoniens de la Yougoslavie	2	0	4
	t	100%		

Pourquoi parlons-nous d'hypothèses vérifiées ? Tout simplement parce qu'à la lecture du tableau on s'aperçoit de la difficulté de notre population à classer, à catégoriser ses “nouveaux” voisins dans des catégories dont la validité était attestée dans le passé. Mis à part l'aveu de l'ignorance (“*je ne sais pas*”), l'affirmation par la négative (“*Non-Grecs*”), ou la tautologie (“*Skopjiens*”) que nous avons commenté précédemment, il nous semble intéressant de souligner ici c'est la deuxième réponse, celle de “*Youngoslaves*”. Elle a été principalement choisie par les sujets originaires de la Macédoine

Des noms et des représentations

grecque (31% vs 9%), et montre clairement la persistance d'un système de classification antérieur vis-à-vis d'un élément nouveau ("*Skopje*"). La nouveauté de cet élément est à relativiser dans la mesure où il existait bel et bien auparavant comme nom d'une des six républiques de la fédération yougoslave, depuis environ cinquante ans. Cependant, plusieurs sujets l'ont avoué au cours des entretiens, le nom de la ville, beaucoup plus celui de la république, leur était inconnu. En outre, la situation nouvelle dans laquelle cette classification est faite, à savoir l'enjeu nominal entre les deux pays, rend cet élément nominal différent, lui donne une allure de nouveauté, d'étrangeté, qui touchant le champ identitaire de près, devient forcément menaçante.

Dans la théorie des représentations sociales l'ancrage familiarise l'étrange, aide à comprendre l'existence d'une hiérarchie et d'un réseau de significations, en phase avec le système de représentations dans lequel il s'insère. Considérer les "*Skopjiens*" comme "*Yougoslaves*", c'est quelque part refuser d'abandonner une classification qui assurait les frontières identitaires entre les deux groupes dans le passé.

F11 /T

"La Grèce c'est la Grèce depuis des années. La Yougoslavie c'est la Yougoslavie depuis des années. La Yougoslavie se sépare à cause de la guerre à tous ces états. Cela ne veut pas dire qu'elle cesse d'être la Yougoslavie".

Nous pouvons supposer qu'étant donné la situation nominale tout à fait particulière qui s'est installée au nord de la Grèce, un léger déplacement s'est produit dans le système de classification de l'autre, vis-à-vis de cette nouvelle République. L'aspect provisoire, artificiel, et polémique de son nom ne lui permet pas de se classer dans des catégories autres que celles déjà existantes dans le passé. Là où, auparavant, elle existait, invisible et non dangereuse, au sein d'une fédération large, la Yougoslavie, désormais, elle "continue" à faire référence à sa catégorie passée, autrement dit à son être passé, celui qui justement lui garantissait sa différence. Un nom provisoire renvoie à une catégorie provisoire, même si cette dernière est de surcroît non valide. Ou encore, à des catégories plus "universelles" et consensuelles ayant un ton d'humanisme, comme celle par exemple de la catégorie "*Hommes*". Les faibles pourcentages des catégories "*Bulgares*" et "*Albanais*" témoignent de cette volonté collective d'extrapoler cette population vers des catégories qui statuaient une différence vis-à-vis du groupe national. Enfin, le score quasi nul des appellations "*Slavomacédoniens*", "*Slaves*", ou encore, "*Macédoniens de la Yougoslavie*", montre la force de la résistance, ou de la défense, collective, mélangées à l'ignorance de "l'autre".

6. Un conflit de représentations

Les entretiens collectifs autour de l'appellation de F.Y.R.O.M., que nous avons succinctement présentés, ont donné lieu à la conception de toute une axiomatique liée au droit d'usage exclusif du nom *Macédoine* et aux principes que doivent façonner cette exclusivité. La primauté du groupe national d'appartenance est justifiée tant par son origine, en termes ethniques, que par

l'archéologie de son installation sur le territoire, en termes spatiaux. L'histoire, est un sujet transversal qui touche toutes ces dimensions. Tout d'abord l'étymologie, car, dans leur argumentation, la langue utilisée pour nommer pour la première fois cet espace n'était autre que la langue grecque. Ensuite l'origine ethnique, car les Anciens Macédoniens, faisaient partie du monde hellénique dans l'antiquité, et les Macédoniens-Grecs d'aujourd'hui (dans leur discours ce sont les Macédoniens *tout court*) font partie de la Grèce moderne, conception qui fait abstraction de toute autre phase historique intermédiaire. Enfin, car seule la Macédoine grecque a gardé, selon eux, ce nom comme qualificatif géographique au sein d'un Etat autonome.

Dans tous ces résultats relatifs à la perception, dénomination et classification de l'autre dans une catégorie mentale et culturelle qui lui donne sens, qui crée une réalité symbolique autour de sa représentation, nous retrouvons la distinction que nous avons évoqués dans notre partie théorique sur les noms, entre nommer et étiqueter (*Moscovici, 1999*). Il est certain que le choix du nom "Skopje" par le corps social grec, notamment les originaires de la Macédoine grecque, obéit à une logique collective de défense de l'identité nationale. Une alternative nominale qui assure la différence à l'intérieur et à l'extérieur, qui cache un nom non désiré, qui stigmatise, car dépourvu de sens et de réalité. Ou alors, comme un sujet nous l'a confié, un nom qui rend l'autre non pas seulement étranger, mais aussi étrange : *"Je les vois un peu comme des extraterrestres, comme des Martiens, tu vois, qui, comme dans les films, ils veulent prendre possession et gouverner la terre, ça m'évoque quelque chose comme ça"* (F17/A).

De la justification de l'utilisation d'un toponyme, l'argument du monopole du nom se transforme dans le discours des sujets en un droit basé sur le vécu identitaire et la mémoire historique liée à ce même espace, éléments qui confèrent au nom un statut d'ethnonyme, inséparable de sa nature hellénique et de sa longue inscription dans le temps. Un nom n'est finalement qu'un simple mot, ce sont les contenus qui lui sont attribués qui font de lui, au-delà d'un simple "*toponyme*", un "*ethnonyme*", on serait tenté de dire, un "*mnémonyme*".

Ce discours suscite pour le groupe national, d'une part, la peur d'être privé d'un élément qui le définit dans son essence même, à savoir son nom, son lieu et son histoire, et de l'autre, d'être confondu avec un autre groupe qu'il considère non pas seulement comme *différent*, mais aussi comme *inférieur* d'un point de vue culturel. Deux continuités collectives parallèles risquent de se croiser, deux groupes différents de se confondre. La peur d'une non-différentiation nominale est accompagnée de l'angoisse d'une classification dans une même catégorie culturelle. Cette incompatibilité identitaire (langue, origine, passé) cache une peur d'assimilation avec *l'autre*, la perte d'une partie de sa mêmeité, surtout aux yeux d'un observateur extérieur (*Jodelet, 1989, 1998*). Le paradoxe de cette argumentation de différenciation sinon d'exclusion de l'autre, se situe dans l'acceptation aussi bien de la part des interviewés, des dictionnaires, que de l'extrait officiel présenté en début d'article, de l'étendue géographique de la région macédonienne dans son histoire proche ou lointaine, hors du seul territoire grec. Cette affirmation qui pourrait justifier le

Des noms et des représentations

partage de la dénomination basé sur la géographie de cette région, perd finalement sa force puisque la partie grecque est aux yeux des sujets, le seul vecteur du passé antique et glorieux de la Macédoine. Cette condensation du passé glorieux au seul territoire grec trouve son fondement à travers l'argument de la continuité ethnique et culturelle hellénique sur ce même espace depuis l'antiquité. L'inclusion géographique devient exclusion nominale, en raison de l'incompatibilité identitaire, le non partage des mêmes représentations du passé.

Ce conflit balkanique nous donne l'occasion d'observer de plus près, dans un cadre sociopolitique contemporain, les processus de dénomination et de classification accompagnés - comme une tautologie - par celui de la différenciation. Le sentiment d'une mise en cause identitaire est mis en lumière de manière flagrante dans l'effort des Grecs de refuser de reconnaître une dénomination trop chargée historiquement, celle de *Macédoine*, et de persister à en utiliser une autre, celle de *Skopje*, qui élimine toute ressemblance sémantique ou phonétique (donc identitaire, historique et géographique) entre les deux régions, pays, peuples. Le nom *Macédoine* véhicule un message identitaire collectif définit de manière aprioristique et sélective ; ce même message définit à son tour en grande partie les représentations de l'identité nationale hellénique. Cette définition reflète une vérité collective, de nature existentielle, qui renvoie à l'origine même du groupe dans le passé historique antique.

La place emblématique du passé antique de la Macédoine dans la mémoire historique grecque lui confère une vérité identitaire irréfutable, un contenu existentiel singulier. L'imaginaire collectif lié à cette particularité nominale est ancré au cœur même de la conscience nationale grecque. Comme Billig l'a très justement souligné "...la magie de «notre» nom national «nous» touche profondément, quelque soit ce «nous», car il indique qui «nous» sommes, et, essentiellement, que «nous» sommes" (1995, p. 73).

Nous avons souligné que l'accord intermédiaire de 1995 fixait comme cadre temporel un espace de sept ans pour que les deux intéressés puissent trouver une solution définitive à la question du nom. Ce n'est donc pas un hasard si les discussions diplomatiques entre les deux pays reprennent discrètement ces derniers temps (*To Vima*, 11/02/01) d'autant plus que leurs relations diplomatiques et économiques sont au zénith. Cependant, le climat instable dans la région balkanique, dû notamment au statut provisoire de la région de Kosovo, aux affrontements tout au long des frontières avec la Serbie et l'Albanie, ainsi que, très récemment, le conflit armé au sein de la République de Macédoine entre la population albanophone et l'ordre public, ne permet pas de finaliser un accord politique. Tels des vases communicants, l'instabilité de la région et la crainte de réactions nationales internes forment à la fois un paradoxe délicat et périlleux, et une impasse politique.

L'exemple du problème macédonien donne à voir l'importance accordée aux noms, toponymes et ethnonymes, tout particulièrement quand ils véhiculent des significations identitaires essentielles pour le groupe qui les porte. Dans ce cas en l'occurrence, l'acceptation de la

même dénomination régionale et nationale est perçue comme une menace symbolique collective qui s'édifie sur le fond représentationnel d'un passé collectif glorieux et d'un présent incertain. Le paradoxe de cette affaire tient au fait que pour les deux pays, la question du nom correspond, via des processus différents, à une même référence centrale : leur identité nationale. Or, ils ne partagent pas les mêmes représentations de cette identité.

L'affaire macédonienne est, entre autre, l'aventure d'un nom qui, doté de significations identitaires capitales dans la mémoire et l'histoire de deux peuples, devient objet de désir, de disputes et de revendications. Le même mot désigne aussi bien une région géographique qu'un empire, une province administrative qu'un état indépendant, les habitants d'un pays et ceux de la province d'un autre. Un seul mot est chargé de significations, de souvenirs, de traditions, d'histoires et de contenus identitaires antinomiques, antagonistes¹⁷, sinon polémiques. Ce conflit symbolique constitue pour nous un exemple illustratif de l'importance de l'étude du rôle des noms et de la prise en compte de leur historicité en psychologie sociale, afin de mieux appréhender les processus identitaires et mnémoniques qu'ils sous-tendent et contribuer ainsi à une compréhension plus synthétique de l'idéation collective.

Références

- ARISTOTE (1947/1989): *Organon II. De l'interprétation*, Paris, Vrin.
- ARISTOTE (1949): *Organon V. Les Topiques*, Paris, Vrin.
- BILLIG, M. (1995): *Banal Nationalism*, London, Sage.
- CHICLET, C. (1998): Pourquoi la Grèce a peur de la Macédoine, in C. CHICLET, B. LORY (Eds): *La République de Macédoine*, Paris, L'Harmattan, p. 93-103.
- CHOMSKY, N. (1985): *Règles et représentations*, Paris, Flammarion.
- DEMERTZIS, N., PAPATHANASSOPOULOS, S., ARMENAKIS, A. (1999): Media and Nationalism. The Macedonian Question, *Pres/Politics*, 4(3), p. 26-50.
- JODELET, D. (1989): *Folies et représentations sociales*, Paris, P.U.F.
- JODELET, D. (1998): A alteridade como producto e processo psicosocial, in A. ARRUDA (Ed.): *Representado a alteridade*, Petropolis, Editora Voces, p. 47-67.
- KRIPKE, P. (1982): *La logique des noms propres*, Paris, Editions de Minuit.
- LEVI-STRAUSS, C. (1958): *Anthropologie structurale*, Paris, Plon.
- LEVI-STRAUSS, C. (1962): *La pensée sauvage*, Paris, Plon.
- LORY, B. (1998): Approches de l'identité macédonienne, in C. CHICLET, B. LORY (Eds): *La République de Macédoine*, Paris, L'Harmattan, p. 13-32.
- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DES RELIGIONS (1992): *Macédoine : histoire et politique*, Athènes, Organisme d'Édition de Livres Didactiques (en grec).
- MOSCOVICI, S. (1961): *La psychanalyse, son image et son public*, Paris, P.U.F.
- MOSCOVICI, S. (1984): The phenomenon of social representations, in R.M. FARR, S. MOSCOVICI (Eds): *Social Representations*, Paris-Cambridge, M.S.H./Cambridge University Press, p. 3-69.
- MOSCOVICI, S. (1999): Noms propres, Noms communs et Représentations sociales, *Psychologie et Société*, 1, p. 81-104.
- MOSCOVICI, S. (2000): What is in a name ?, in M. CHAIB, B. ORFALI (Eds): *Social representations and communicative processes*, Jönköping, Jönköping University Press, p. 12-28.
- MOSCOVICI, S. (1979/1996): *Psychologie des minorités actives*. Paris, P.U.F.
- PHILOGENE, G. (1999): *From Black to African American. A new social representation*, Westport & London, Praeger.
- PUTNAM, H. (1990): *Représentation et réalité*, Paris, Gallimard.
- SEARLE, J. (1958): Proper names, *Mind*, 67, p. 166-173.

¹⁷Il est en effet significatif de noter que, d'un point de vue étymologique, le mot "agonie" signifie aussi bien "lutte" que "angoisse".

Des noms et des représentations

- SECRETARIAT GENERAL FOR PRESS AND INFORMATION (1994). *MACEDONIA : More than a difference over a name*. Athens, April, p. 1-5.
- TAJFEL, H. (1969): The formation of national attitudes: A social-psychological perspective, in M. SHERIF, C. SHERIF (Eds): *Interdisciplinary Relationships in the Social Sciences*, Chicago, Aldine Publishing Company, p. 137-176.
- TAJFEL, H. (1979): Individuals and groups in social psychology, *British Journal of Social Psychology*, 18, p. 183-190.
- TSOUKALAS, K. (1999): *Le pouvoir comme peuple et comme nation. Péripéties de significations*, Athènes, Editions Thémelio (en grec).
- TYLOR, E.B. (1871/1958): *The origins of culture (part I of "Primitive culture")*, New York, Harper.
- VUILLEMIN, J. (1980): Qu'est-ce qu'un nom propre ? *Fundamenta Scientiae*, 1, p. 261-273.

Quotidiens :

- Eleutherotypia*, 18/02/1994.
- Le Monde*, 25/06/1994.
- Libération*, 09/04/1995.
- Nea Estia*, 1992.
- The Independent*, 04/01/1992.
- To Vima*, 17/09/2000, 11/02/2001.

Dictionnaires :

- BABINIOTIS, G. (1998): *Dictionnaire de la langue grecque moderne*, Athènes, Centre de Lexicologie (en grec).
- *Dictionnaire historique de la langue française* (1992): vol. II, Le Robert.
- *Dictionnaire universel de la Langue Française*. Bescherelle M. T. II, (1856): Paris, Editions Frères Garnier.
- *Le Grand Robert de la langue française* (1985): vol. VI.
- *The Shorter Oxford English Dictionary on historical principles* (1968): Vol. I, Oxford, Clarendon Press.
- *Webster's Third New International Dictionary of the English language* (1971): Vol. II, London, Encyclopædia Britannica.

Résumé

L'indépendance de la République de Macédoine en 1991 a provoqué des réactions vives de la part d'un pays voisin, la Grèce, qui a refusé de reconnaître ce nouvel état en prétendant que son nom et ses symboles nationaux appartiennent exclusivement à l'héritage de la culture hellénique. De l'hystérie collective du début des années 90, jusqu'à son oubli médiatique des ces dernières années, "l'affaire macédonienne" a laissée des traces visibles sur la mémoire collective et les représentations de l'identité nationale grecque. Dans le cadre de cet article, nous nous focalisons sur l'importance capitale des noms dans ce qu'ils véhiculent de symbolique, d'identitaire et de menaçant pour les groupes nationaux. Le sentiment collectif d'une mise en cause identitaire représentée par le partage d'un même nom est mis en lumière de manière flagrante dans l'effort des Grecs de refuser de reconnaître une dénomination nationale trop chargée historiquement, celle de "Macédoine", et de persister à en utiliser une autre, celle de "Skopje". Ainsi, toute ressemblance sémantique, phonétique, historique et identitaire entre les deux régions, pays, peuples est éliminée. Derrière les noms propres se cachent des significations, des usages spécifiques dans le langage, et des représentations sociales. Nous examinerons l'apport des travaux des sociolinguistes et des philosophes de l'esprit autour de la dimension sociale de la dénomination et nous illustrerons à l'aide de résultats empiriques son rôle capital dans l'élaboration d'une réalité commune, afin de voir comment on peut mieux appréhender en psychologie sociale la nature complexe des relations intergroupes.

Mots-clés: dénomination, représentations sociales, identité nationale, mémoire historique, affaire macédonienne, focus groups.

Summary

Title : Names and representations

The creation of the independent state of the Republic of Macedonia in 1991 provoked strong reactions from the neighbouring state of Greece, which refused to recognise this new state claiming that its name and national symbols belong exclusively to its own hellenic cultural heritage. From the collective hysteria of the early 1990's to the mass-mediated forgetting of more recent years, the "macedonian question" has left visible traces in the collective memory and social representations of Greek national identity. In this article, the central concern is with the capital importance of names in relation to their symbolic, identificatory, and threatening contents for national groups. The collective

sentiment of a contested identity, represented by the sharing of a common name, is obvious in the Greeks' effort to refuse to recognise a national name, "Macedonia", too charged from an historical point of view, and their persistence in using a different one, "Skopje". In this way, any semantic, phonetic, historical and identificatory resemblance between the two regions, states and people is eliminated. Behind proper names there are hidden significations, specific language uses and social representations. We will examine the contribution of the work of sociolinguists and philosophers of mind related to the social dimension of naming, and we will draw on empirical research to illustrate the capital role of naming in the elaboration of a common reality and to suggest a better understanding of the complex nature of intergroup relations in social psychology.

Key words: naming, social representations, national identity, historical memory, macedonian question, focus groups.